

## Les Burkinabè dans un sentiment de sécurité mais inquiets de la montée de l'extrémisme violent

Dépêche No. 265, Afrobaromètre | Augustin Loada

### Résumé

A l'insécurité ordinaire à laquelle tout pays est confronté est venue s'ajouter, au Burkina Faso ces dernières années, la montée de la violence extrémiste. Celle-ci se manifeste par la multiplication des attaques des groupes extrémistes, qui ont notamment frappé la capitale et surtout le Nord et l'Est du pays. Longtemps considéré comme un phénomène exogène en provenance des pays voisins (Mali, Niger), l'extrémisme violent apparaît désormais comme un produit endogène (International Crisis Group, 2017).

Le plus récent sondage Afrobaromètre indique qu'en général, les Burkinabè vivent dans un sentiment de sécurité – à l'exception des inquiétudes relatives à l'extrémisme violent. La grande majorité des citoyens se sentent en sécurité dans le quartier et n'ont pas été victimes d'un acte criminel. Dans leur majorité, ils affirment que les choses se sont améliorées en ce qui concerne leur sécurité personnelle et la possibilité pour les gens ordinaires d'obtenir l'assistance de la police en cas de besoin. Dans ces conditions, il n'est pas surprenant, au regard des résultats de l'enquête, que les crimes et l'insécurité figurent loin derrière les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer.

Si la majorité des Burkinabè ne craint pas de subir les violences à caractère politique ou local qui dérivent des désaccords qui peuvent naître entre les gens, en revanche, ils expriment des craintes assez fortes envers les attaques armées par des extrémistes religieux ou politiques.

Pour faire face à ce genre d'insécurité, les Burkinabè semblent prêts à sacrifier un peu de leurs libertés de circulation, de communication, même de religion. Ils font cependant confiance en la capacité des forces armées nationales à protéger le pays contre les menaces sécuritaires internes et externes, tant en ce qui concerne leur professionnalisme et sens du respect des droits de l'homme, même si certains d'entre eux suggèrent un renforcement des capacités en la matière.

### L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes en Afrique. Six séries d'enquêtes ont été conduites dans jusqu'à 37 pays africains entre 1999 et 2015, et la dissémination des résultats du Round 7 (2016/2018) est actuellement en cours. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobaromètre au Burkina Faso, dirigé par l'Institut pour la Gouvernance et le Développement, a interviewé 1.200 adultes burkinabè en septembre 2017. Un échantillon de cette taille donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/- 3 points de

pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008, 2012, et 2015.

## Résultats clés

- La grande majorité des Burkinabè affirment qu'ils n'ont jamais été victimes, au cours des 12 derniers mois, d'agressions physiques (96%) ou de vols dans leur maison (83%). Quatre sur 10 (39%) disent cependant qu'ils se sont sentis en insécurité dans le quartier.
- La majorité (54%) des Burkinabè rapportent une amélioration, pendant les dernières années, de leur sécurité personnelle et de la possibilité d'obtenir l'assistance de la police en cas de besoin.
- La grande majorité des citoyens affirment qu'ils n'ont jamais craint ou subi des violences entre les habitants des quartiers ou villages (81%), lors d'un meeting politique (78%), ou lors d'une manifestation (77%). Mais presque la moitié des Burkinabè (49%) affirment craindre des attaques armées par des extrémistes religieux ou politiques.
- La plupart des Burkinabè affirment que les forces armées protègent le pays de menaces sécuritaires internes et externes (71%) et qu'elles travaillent avec professionnalisme et respectent les droits de tous les citoyens (68%). Les citoyens sont relativement moins nombreux (53%) à penser que les forces armées reçoivent la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces.
- La majorité des Burkinabè soutiennent qu'en cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers (77%), surveiller les communications privées (63%), et réguler ce qui se dit dans les lieux de culte (58%).

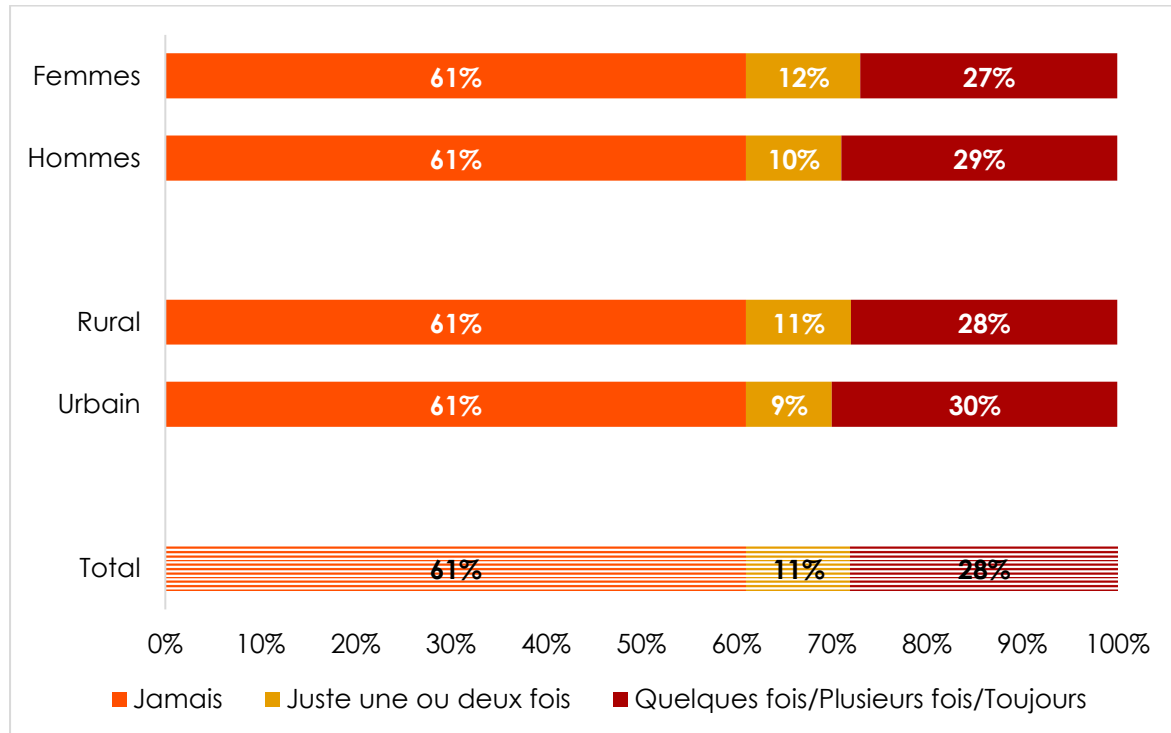
## La majorité des Burkinabè vivent dans un sentiment de sécurité

La majorité des Burkinabè semblent vivre dans un sentiment de sécurité. En effet, si environ quatre Burkinabè sur 10 (39%) affirment qu'ils ou les membres de leurs familles ne se sont pas sentis en sécurité dans le quartier au cours des 12 derniers mois, en revanche environ six sur 10 (61%) affirment n'avoir jamais eu un tel sentiment, quel que soit le sexe du répondant ou son milieu de résidence (Figure 1).

Mieux, environ sept Burkinabè sur 10 (72%) affirment n'avoir jamais, pendant l'année écoulée, craint d'être victime d'un acte criminel dans leur propre maison, quel que soit le milieu de résidence ou le sexe du répondant (Figure 2). De même, huit Burkinabè sur 10 (83%) affirment que ni eux ni aucun des membres de leur famille n'ont jamais été victimes de vols dans leur maison au cours des 12 derniers mois (Figure 3). On note toutefois une différence de 17 points entre le milieu rural (87%) et le milieu urbain (70%), qui traduit probablement un sentiment de sécurité relativement plus prononcé dans les campagnes que dans les villes. En effet, les citadins (30%) sont deux fois plus nombreux que les ruraux (13%) à déclarer avoir été au moins une fois victime de vols dans leur maison.

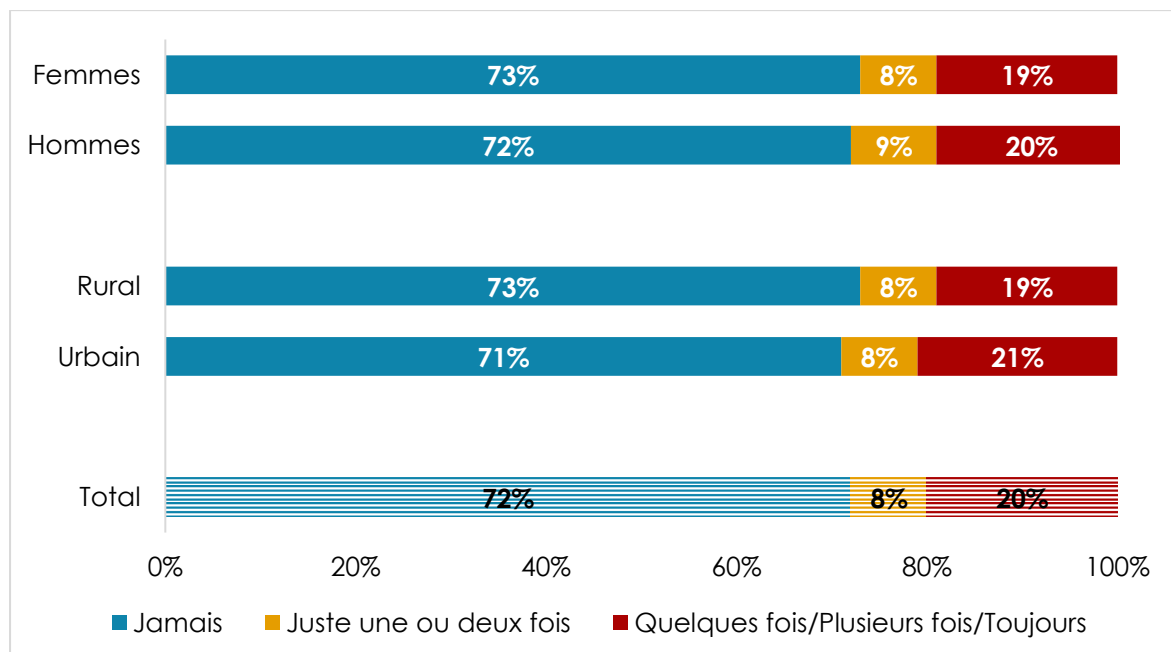
S'agissant des agressions physiques, plus de neuf Burkinabè sur 10 (96%) déclarent n'avoir jamais été victime pendant l'année passée, quel que soit le milieu de résidence ou le sexe du répondant. Seuls quatre Burkinabè sur 100 affirment avoir été victime d'agression physique (Figure 4).

**Figure 1: Sentiment d'insécurité dans le quartier | par sexe et milieu de résidence**  
 | Burkina Faso | 2017



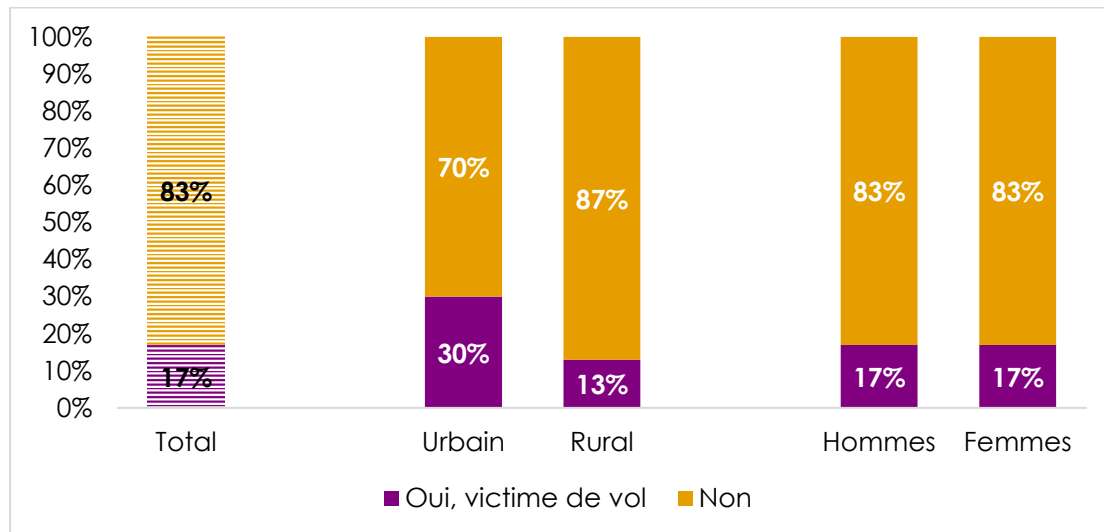
**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille ne vous êtes pas sentis en sécurité dans le quartier?

**Figure 2: Sentiment d'insécurité dans la maison | par sexe et milieu de résidence**  
 | Burkina Faso | 2017



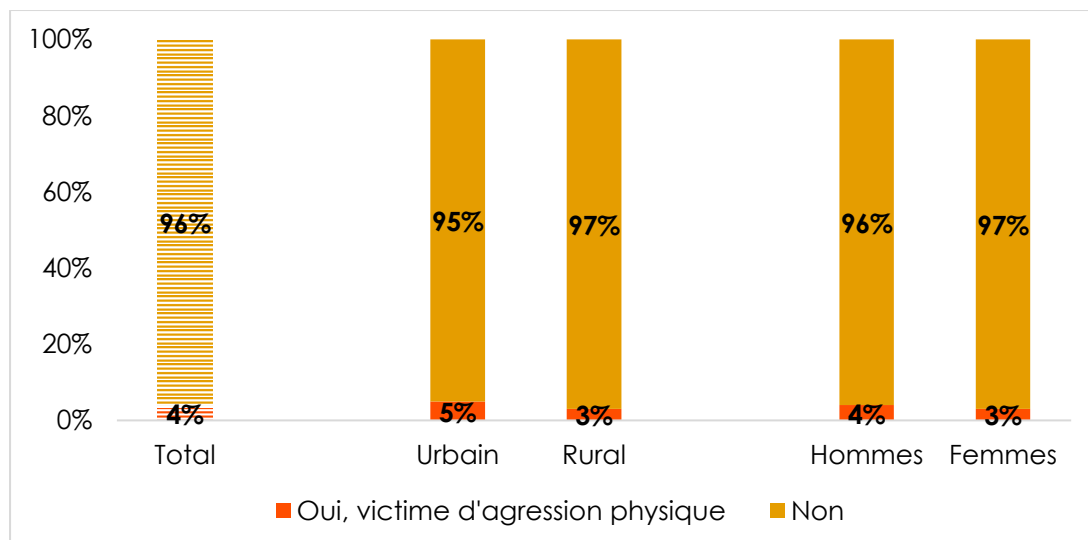
**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-vous craint d'être victime d'un acte criminel dans votre propre maison?

**Figure 3: Victime de vols dans la maison** | par milieu de résidence et sexe  
 | Burkina Faso | 2017



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été quelque fois victime de vols dans votre maison? (« Oui » = « une fois », « deux fois » ou « trois ou plusieurs fois »)

**Figure 4: Victime d'agression physique** | par milieu de résidence et sexe  
 | Burkina Faso | 2017



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez été physiquement agressé? (« Oui » = « une fois », « deux fois » ou « trois ou plusieurs fois »)

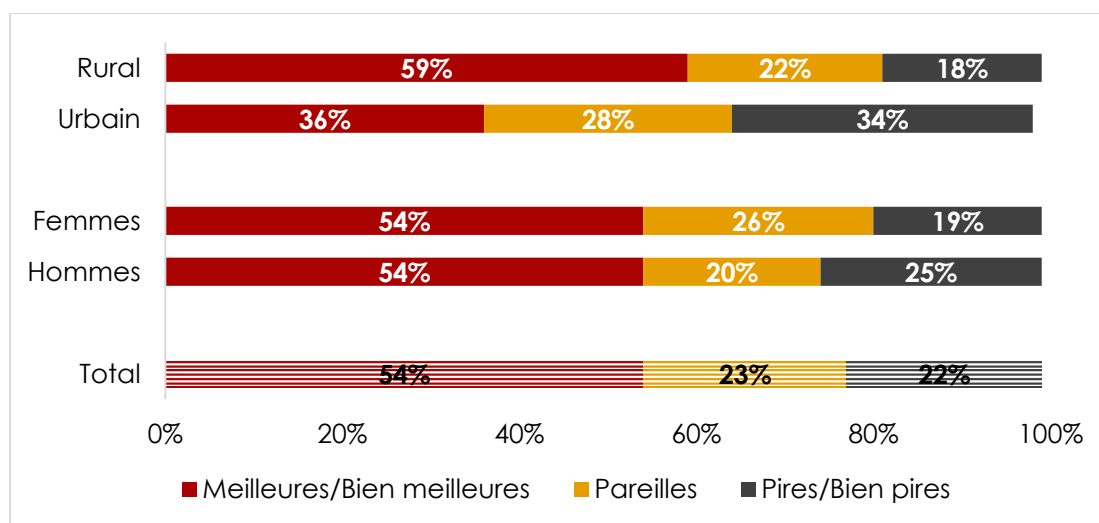
### Une amélioration de la sécurité personnelle

Pour la majorité des Burkinabè, des progrès ont été enregistrés dans leur sécurité personnelle face aux crimes et à la violence. Ainsi, plus de la moitié des enquêtés (54%) affirment que les choses sont « meilleures » ou « bien meilleures » aujourd'hui qu'il y a quelques années; un peu plus de deux enquêtés sur 10 (23%) pensent qu'elles sont demeurées à peu près pareilles, et à peu près la même proportion (22%) pensent qu'elles sont « pires » ou « bien pires » (Figure 5).

Mais la situation est nettement mieux appréciée en milieu rural qu'en milieu urbain, où juste 36% des répondants affirment que les choses se sont améliorées. La proportion de ceux qui disent que la situation est pire est le double en ville (34%) qu'en campagne (18%).

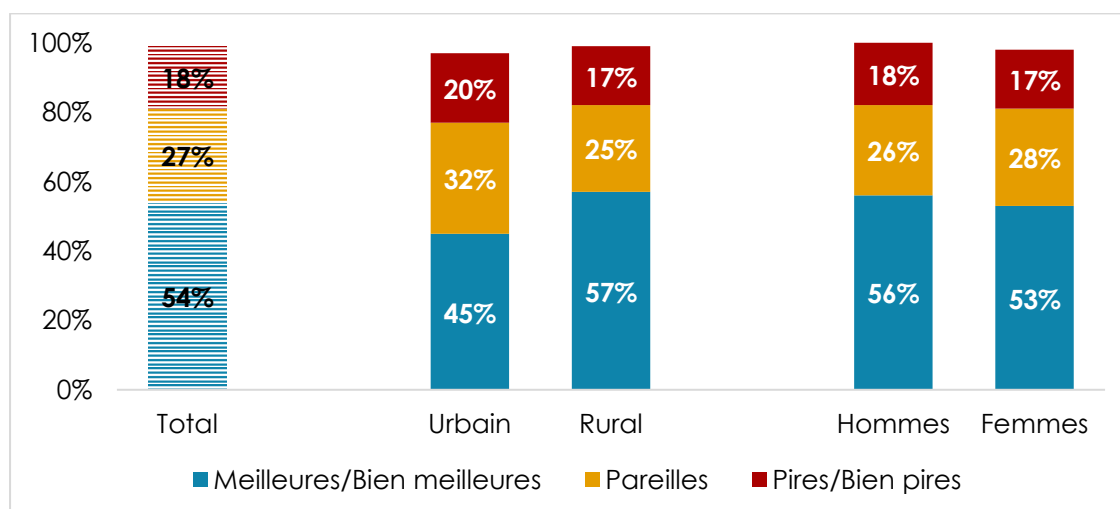
En ce qui concerne la possibilité pour les gens ordinaires d'obtenir l'assistance de la police en cas de besoin, plus de la moitié des enquêtés (54%) affirment que les choses sont meilleures qu'il y a quelques années, un quart (27%) pensent qu'elles sont demeurées à peu près pareilles, et moins de deux enquêtés sur 10 (18%) soutiennent que la situation est pire (Figure 6). Encore une fois, les ruraux sont plus enclins à percevoir une amélioration de la situation que les citadins, 57% vs. 45%.

**Figure 5: Amélioration de la sécurité personnelle face aux crimes et à la violence**  
 | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2017



**Question posée aux répondants:** Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: Votre sécurité personnelle face aux crimes et à la violence?

**Figure 6: Amélioration du service public de la sécurité** | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2017

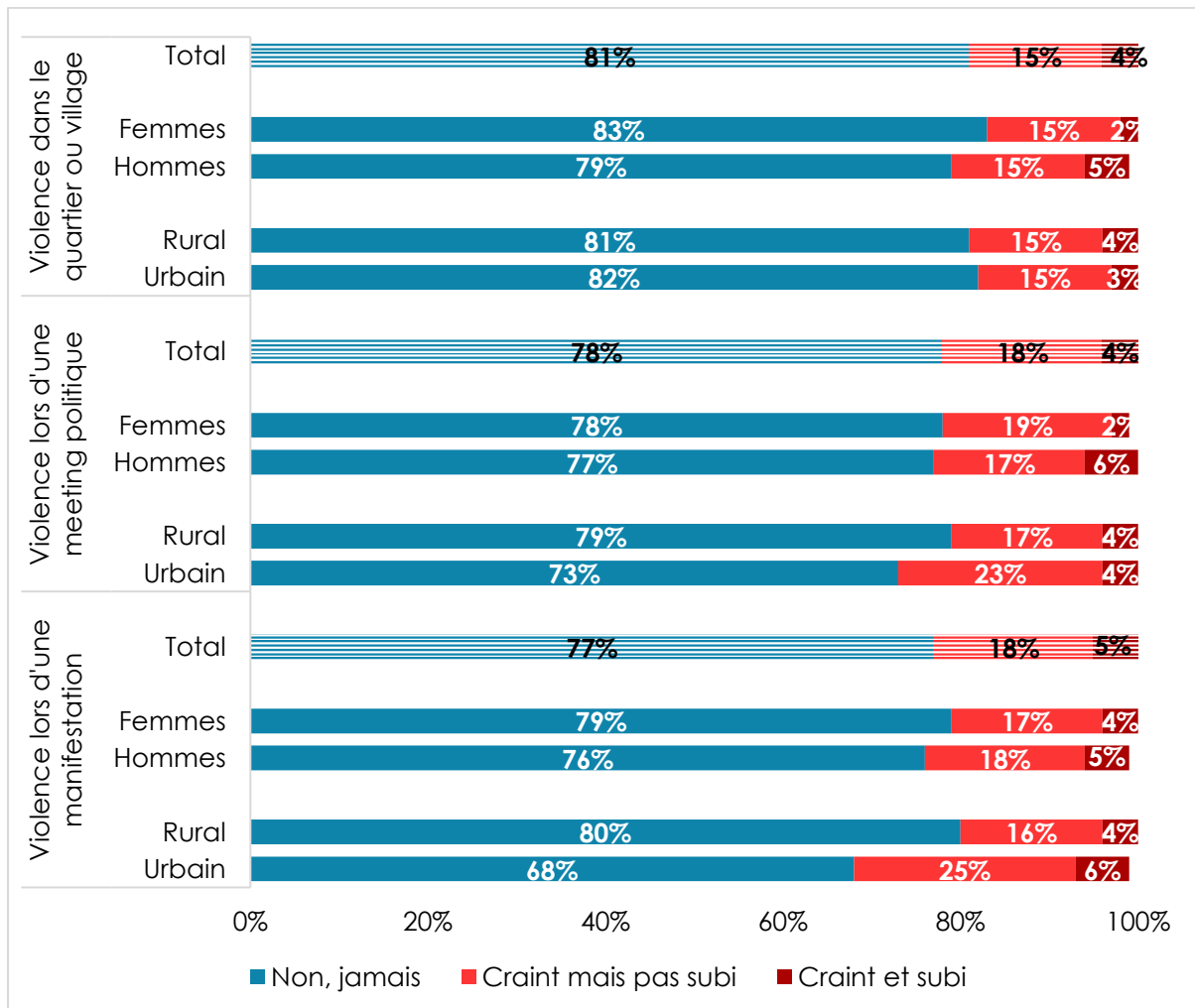


**Question posée aux répondants:** Dites-moi, s'il vous plaît, si la situation des choses suivantes est pire ou meilleure aujourd'hui qu'il y a quelques années, ou si elles sont demeurées à peu près pareilles: La possibilité pour les gens ordinaires d'obtenir l'assistance de la police en cas de besoin?

## Craintes des violences et des attaques par des extrémistes

Il arrive dans toute société que les désaccords entre les gens dégénèrent en violence physique. Selon l'enquête Afrobaromètre, la grande majorité des Burkinabè n'ont jamais craint ou subi personnellement ce type de violence. C'est le cas pour les violences entre les habitants des quartiers ou villages (81%), des violences lors d'un meeting politique ou d'un événement de campagne (78%), ou lors d'une manifestation ou marche de protestation publique (77%) (Figure 7). Il y a peu de différences significatives entre les genres et les milieux de résidence dans les craintes et l'expérience de ces types de violence, sauf que les craintes semblent plus fréquentes en milieu urbain qu'en milieu rural, tant en ce qui concerne les violences dérivant des meetings politiques (23% vs. 17% en milieu rural) que celles dérivant des manifestations ou marches de protestation (25% vs. 16% en milieu rural).

**Figure 7: Violence entre habitants du quartier/village et violence politique** | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2017



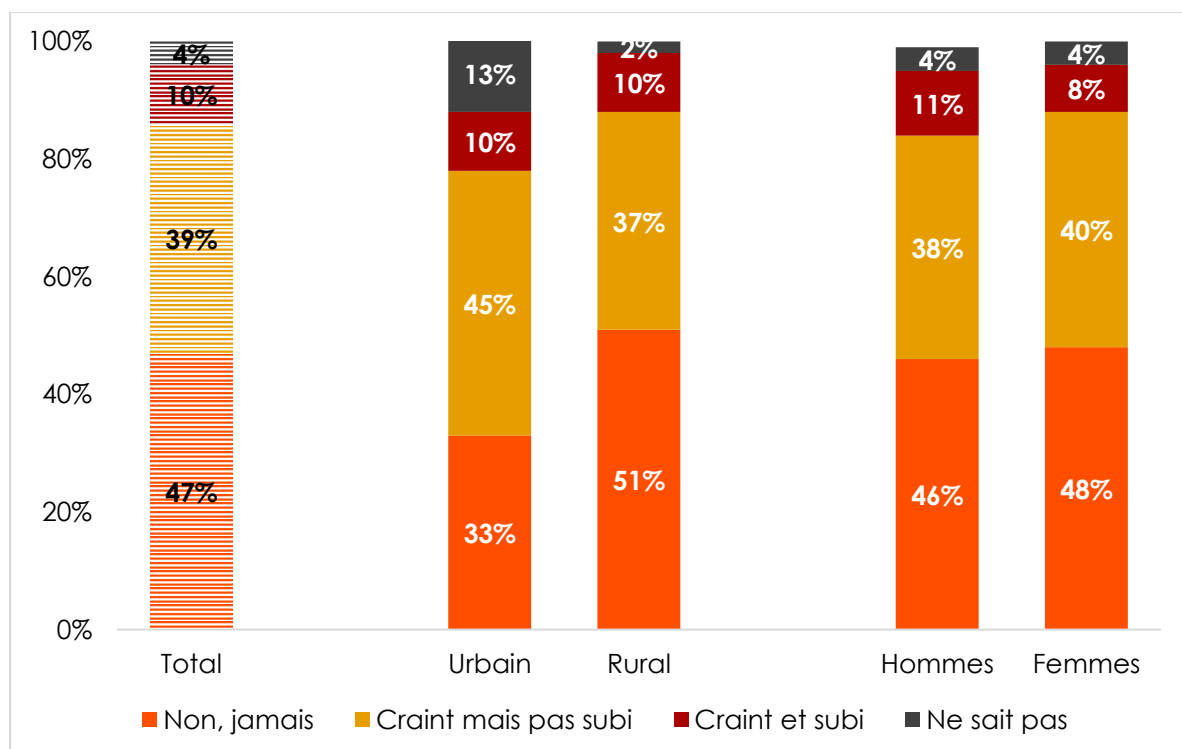
**Question posée aux répondants:** Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?

- Violence entre les habitants de votre quartier ou village?
- Violence lors d'un meeting politique ou d'un événement de campagne?
- Violence lors d'une manifestation ou marche de protestation publique?

Néanmoins, en ce qui concerne les attaques armées par des extrémistes politiques ou religieux, on observe une différence très significative au niveau des réponses des Burkinabè. Un peu moins de la moitié (47%) affirment n'avoir pas personnellement craint ou subi ce type de violence, soit une différence de 30 à 34 points de pourcentage par rapport aux expériences décrites quant aux violences à caractère local ou politique. Environ quatre Burkinabè sur 10 (39%) affirment avoir craint mais pas ressenti les attaques armées par des extrémistes politiques ou religieux, tandis que 10% affirment avoir craint et ressenti ce type de violences. Soit presque la moitié des Burkinabè (49%) affirment craindre les attaques armées par des extrémistes religieux ou politiques (Figure 8).

Les femmes et les hommes expriment des niveaux pareils de crainte et de violence vécue, mais la crainte des attaques par des extrémistes est plus forte parmi les citadins (55%) que les ruraux (47%).

**Figure 8: Attaques armées par des extrémistes politiques ou religieux** | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2017

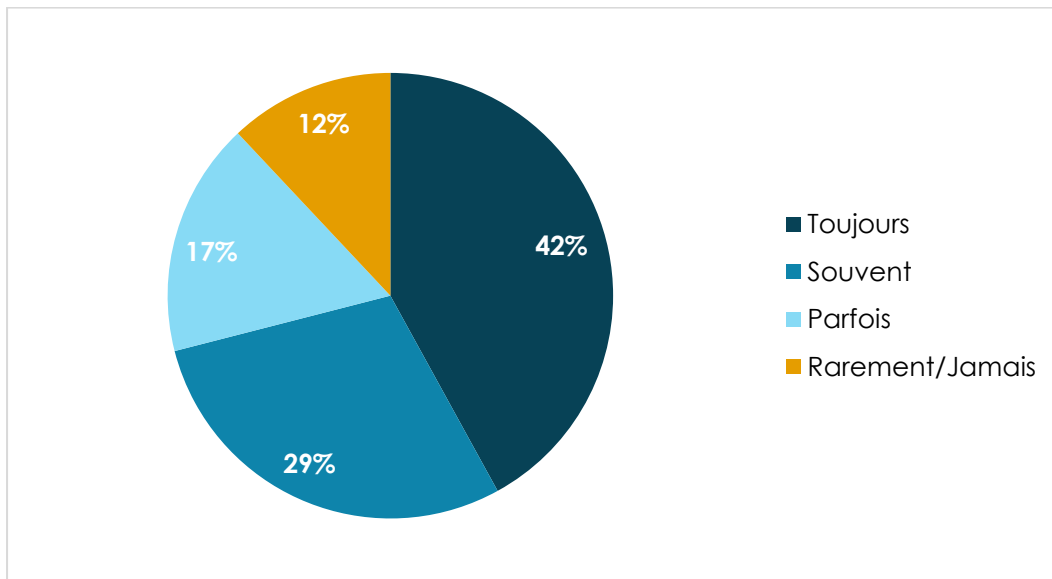


**Question posée aux répondants:** Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes? [Si oui:] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années: Attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux?

### L'efficacité des forces armées

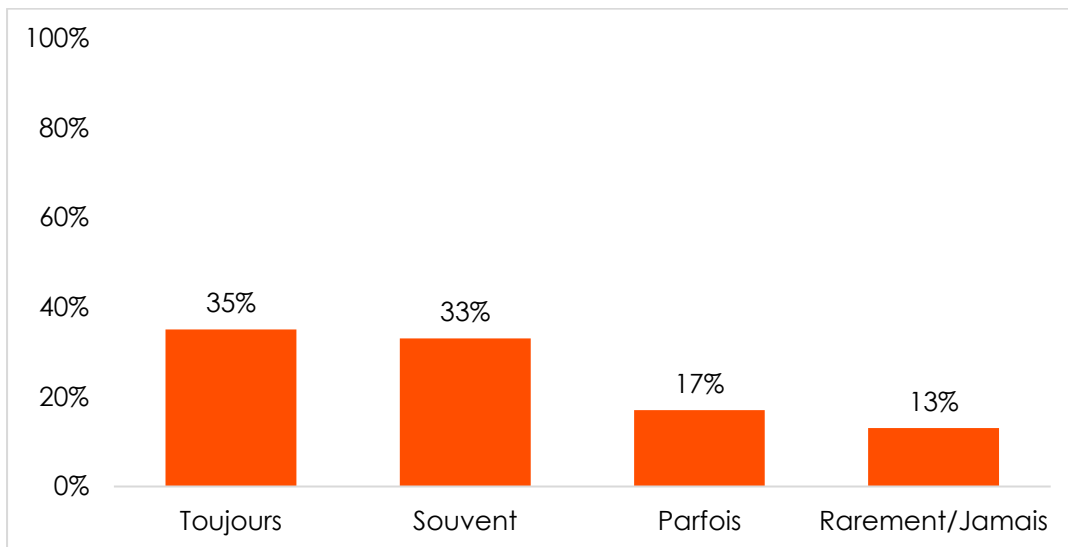
Bien que la peur des attaques armées soit assez élevée, la majorité des Burkinabè semblent satisfaits de l'efficacité des forces armées nationales. En effet, sept Burkinabè sur 10 – sans différences importantes entre femmes et hommes, citadins et ruraux – affirment que les forces armées protègent « souvent » sinon « toujours » le pays de menaces sécuritaires internes et externes (71%) (Figure 9) et qu'elles travaillent avec professionnalisme et respectent les droits de tous les citoyens (68%) (Figure 10).

**Figure 9: Efficacité des forces armées nationales** | Burkina Faso | 2017



**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays protègent-elles notre pays de menaces sécuritaires internes et externes?

**Figure 10: Professionnalisme des forces armées nationales** | Burkina Faso | 2017

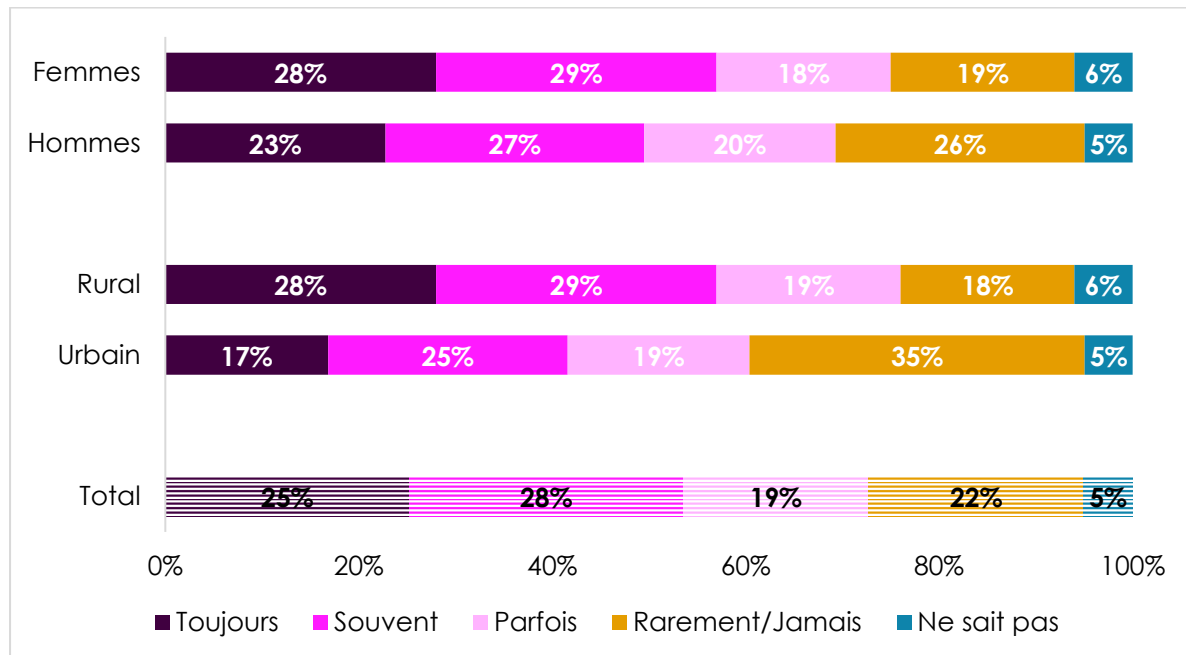


**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays travaillent-elles avec professionnalisme et respectent-elles les droits de tous les citoyens?

Un peu plus de la moitié (53%) des Burkinabè pensent que les forces armées reçoivent « souvent » ou « toujours » la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces (Figure 11), soit une différence de 15 à 18 points en moins par rapport aux opinions sur leur efficacité et professionnalisme. Si 12% des Burkinabè pensent que les forces armées nationales protègent « rarement » ou ne protègent « jamais » notre pays de menaces sécuritaires internes et externes, ils sont cependant presque deux fois plus nombreux (22%) à penser qu'elles reçoivent « rarement » ou ne reçoivent « jamais » la formation et le matériel nécessaire. Les citoyens (35%) et les hommes (26%) sont les plus enclins à relever cette rareté ou ce manque. On peut donc en déduire que le renforcement de la formation et de l'équipement des forces armées constitue pour de nombreux Burkinabè une priorité.



**Figure 11: Formations et équipements nécessaires aux forces armées nationales**  
 | par sexe et milieu de résidence | Burkina Faso | 2017



**Question posée aux répondants:** A votre avis, à quel point les forces armées de notre pays reçoivent-elles la formation et le matériel nécessaires pour être efficaces?

### Sécurité vs. libertés

Dans beaucoup de sociétés contemporaines, la dégradation de la situation sécuritaire et les mesures prises pour y faire face ont souvent alimenté un débat de société. Si certaines personnes soutiennent une restriction des libertés afin de protéger la société de la violence, d'autres s'opposent à ce que ces libertés soient sacrifiées sur l'autel de la sécurité.

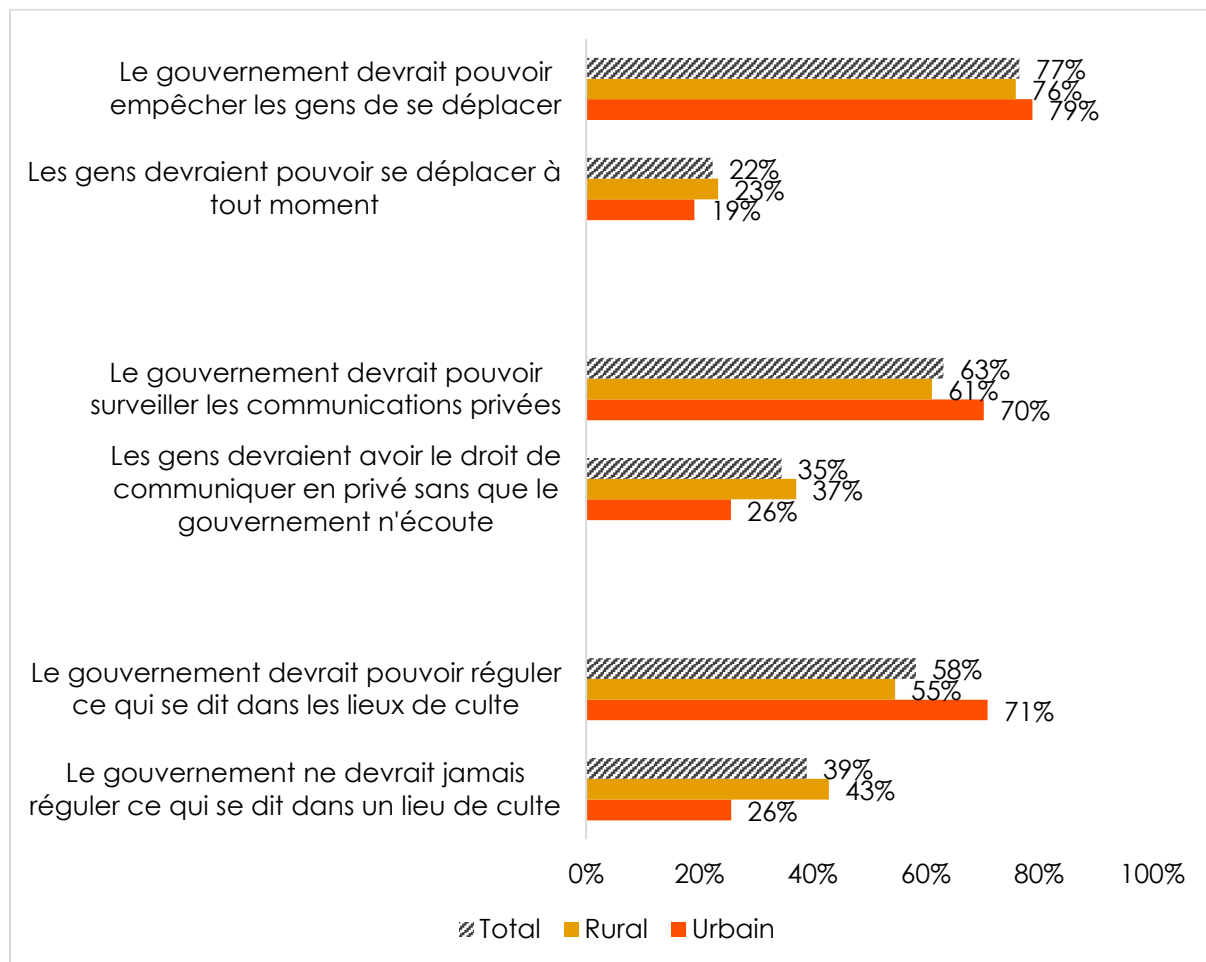
La majorité des Burkinabè semblent pencher du côté de la restriction des libertés si cela s'avère nécessaire pour assurer leur sécurité (Figure 12). Ainsi, plus des trois-quarts (77%) des citoyens, en milieu rural comme urbain, affirment qu'en cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer, contre moins d'un quart (22%) qui pensent que même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.

Plus de six Burkinabè sur 10 (63%) pensent que le gouvernement devrait pouvoir surveiller les communications privées, par exemple sur les téléphones mobiles, pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence. Environ un tiers (35%) pensent cependant que les gens devraient avoir le droit de communiquer en privé sans qu'aucun organisme gouvernemental n'écoute ce qu'ils se disent.

Enfin, presque six citoyens sur 10 (58%) pensent que le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique, contre environ quatre sur 10 (39%) qui pensent que la liberté de religion et de culte est absolue et que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte.

Les citoyens sont d'autant plus disposés à ce que les libertés soient limitées pour protéger la sécurité que la crainte des attaques par les extrémistes est plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural (Figure 8 ci-dessus).

**Figure 12: Menaces à la sécurité publique et libertés** | par milieu de résidence  
 | Burkina Faso | 2017



**Questions posées aux répondants:** Discutons un peu du genre de société que vous voudriez avoir dans ce pays. Certaines personnes affirment qu'afin de protéger notre société de la violence, nous devrions limiter la liberté dont jouissent les citoyens. D'autres affirment que la liberté politique est trop importante pour être sacrifiée et doit toujours être sauvegardée, même si elle menace la sécurité du pays. Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

- **Circulation:**

Affirmation 1: Même confrontés à des menaces à la sécurité publique, les gens devraient pouvoir se déplacer dans le pays à tout moment du jour ou de la nuit.

Affirmation 2: En cas de menace à la sécurité publique, le gouvernement devrait pouvoir imposer des couvre-feux et installer des barrages routiers pour empêcher les gens de se déplacer.

- **Communication:**

Affirmation 1: Le gouvernement devrait pouvoir surveiller les communications privées, par exemple sur les téléphones mobiles, pour s'assurer que personne ne prépare des actes de violence.

Affirmation 2: Les gens devraient avoir le droit de communiquer en privé sans qu'aucun organisme gouvernemental n'écoute ce qu'ils se disent.

- **Religion:**

Affirmation 1: La liberté de religion et de culte est absolue; cela veut dire que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte.

Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique.

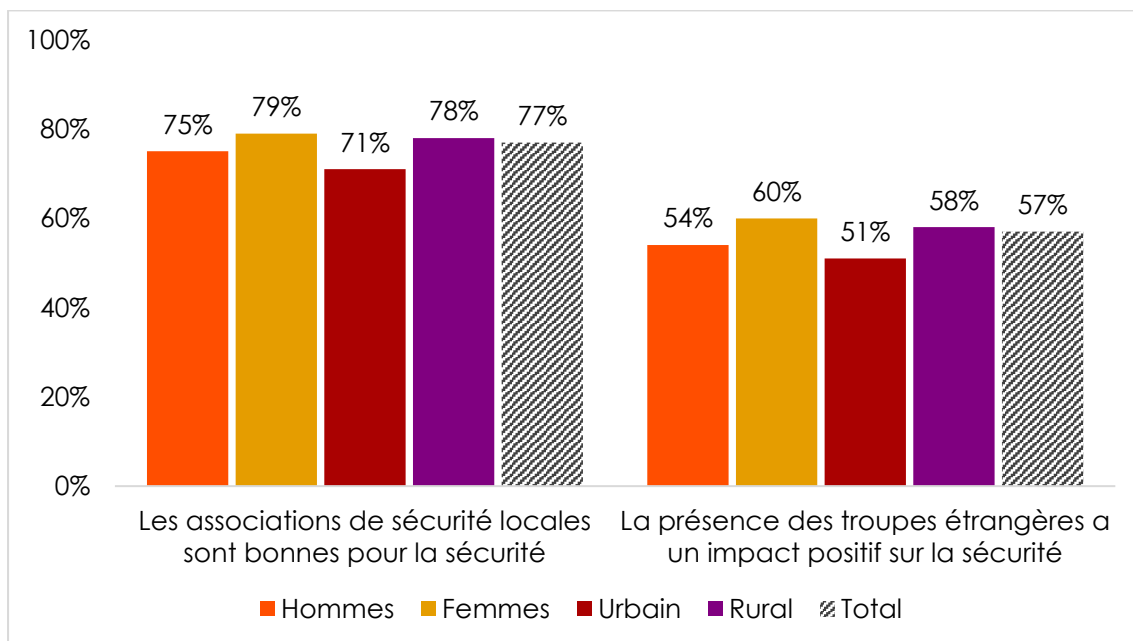
(% « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

## Associations locales de sécurité et troupes étrangères

Désireux de suppléer à la carence du service public de sécurité, les populations locales ont parfois créé des associations locales chargées d'assurer leur sécurité (Hagberg, 2017a; 2017b). La grande majorité des Burkinabè sont favorables à ces initiatives, tout comme ils sont favorables à la présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè (Figure 13). En effet, plus des trois-quarts (77%) des citoyens considèrent que les associations locales de sécurité créées par les populations sont une bonne chose pour la sécurité de notre pays. Les soutiens sont relativement plus élevés en milieu rural (78%) qu'en milieu urbain (71%), chez les femmes (79%) que chez les hommes (75%). Moins de deux Burkinabè sur 10 (16%) sont opposés aux associations locales de sécurité.

En plus, presque six Burkinabè sur 10 (57%) pensent que la présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè est une bonne chose pour la sécurité de notre pays. Les citadins (51%) et les hommes (54%) sont relativement moins nombreux que les ruraux (58%) et les femmes (60%) à partager une telle opinion. Ceux qui pensent que la présence des troupes étrangères n'est pas une bonne chose pour la sécurité de notre pays représentent moins de trois Burkinabè sur 10 (28%).

**Figure 13: Associations locales et troupes étrangères: Bonnes pour la sécurité?**  
 | par sexe et milieu de résidence | Burkina Faso | 2017



**Questions posées aux répondants:** Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord.

- Les associations locales de sécurité créées par les populations sont une bonne chose pour la sécurité de notre pays?
- La présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè est une bonne chose pour la sécurité de notre pays?

(% de ceux qui sont « d'accord » ou « tout a fait d'accord »)

## Conclusion

La majorité des Burkinabè vivent dans un sentiment de sécurité et affirment d'ailleurs avoir noté quelques progrès en ce qui concerne leur sécurité personnelle et l'accès au service public de la sécurité. Toutefois, les citoyens expriment des craintes assez fortes envers les attaques armées par des extrémistes religieux ou politiques. Pour répondre au défi

sécuritaire, les Burkinabè semblent faire confiance en l'efficacité des forces armées nationales pour lesquels ils suggèrent cependant un renforcement de la formation et de l'équipement. Les Burkinabè sont du reste prêts à sacrifier un peu de leurs libertés pour la sécurité. Ils sont enfin favorables aux associations locales de sécurité et à la présence des troupes étrangères sur le sol burkinabè.

---

Pour sonder vous-mêmes ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

---

## Références

- International Crisis Group. (2017). Nord du Burkina Faso: Ce que cache le jihad. Rapport Afrique N°254, 12 octobre 2017.
- Hagberg, S. (2017a). Democracy and security seen from below: Self-defense groups, socio-political grievances and the rule of law in Malian and Burkinabe municipalities. Uppsala University.
- Hagberg, S. (2017b). Transformations sociopolitiques burkinabè de 2014 à 2016: Perspectives anthropologiques des pratiques politiques et de la culture démocratique dans « un Burkina Faso nouveau ». Uppsala University.

**Augustin Loada** est le président de l'IGD. Email: aloada@hotmail.com.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Le Round 7 d'Afrobaromètre a bénéficié du financier de l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, du Département d'Etat des États-Unis, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix (USIP), du National Endowment for Democracy, et de Transparency International.

Les donations aident Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel. Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos rapports sur les média sociaux à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 265, Afrobaromètre | 10 décembre 2018